

Chambre des Représentants de Belgique

SESSION ORDINAIRE 1993-1994 (*)

27 DÉCEMBRE 1993

PROPOSITION DE LOI

**accordant l'amnistie aux victimes
de la répression**

(Déposée par M. Annemans et consorts)

DEVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

D'un point de vue purement statistique, la répression peut se résumer en quelques chiffres :

54 000 mandats d'arrêt officiels;
405 067 dossiers;
53 005 condamnations;
2 940 peines de mort, dont 242 ont été exécutées.

Près de dix mille personnes n'ont pas fait l'objet de poursuites pénales, mais ont perdu leur emploi dans l'administration ou l'enseignement.

Plus de cinquante mille mandats d'arrêt ont été décernés, auxquels il faut encore ajouter quelques milliers d'arrestations non officielles: les personnes qui, sans aucune forme de procès, ont été enfermées par des « résistants » dans des habitations privées, des baraquements, le zoo d'Anvers ... Selon des estimations prudentes, le nombre réel des victimes est vingt fois plus élevé que ne l'indiquent les chiffres mentionnés dans les statistiques officielles.

Mais il n'est pas si simple de traduire en chiffres toutes les humiliations, les souffrances et l'injustice. Dans les prisons belges, sept à huit personnes étaient souvent entassées dans une cellule prévue pour une seule personne, et ce, dans des conditions d'hygiène lamentables. Elles souffraient presque toujours de la

(*) Troisième session de la 48^e législature.

Belgische Kamer van Volksvertegenwoordigers

GEWONE ZITTING 1993-1994 (*)

27 DECEMBER 1993

WETSVOORSTEL

**streckende tot het verlenen van
amnestie aan repressieslachtoffers**

(Ingediend door de heer Annemans c.s.)

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Voor de nuchtere waarnemer kan de repressie heel kort in cijfers worden samengevat :

54 000 officiële arrestatiebevelen;
405 067 dossiers;
53 005 veroordelingen;
2 940 doodstraffen waarvan er 242 werden uitgevoerd.

Ongeveer 10 000 mensen werden niet strafrechtelijk vervolgd maar verloren wel hun betrekking in de administratie of het onderwijs.

Meer dan vijftigduizend arrestatiebevelen. Plus nog enkele duizenden onofficiële arrestaties : mensen die zonder enige vorm van proces door « weerstanders » waren opgesloten in privé-woningen, barakken, de Antwerpse dierentuin ... Volgens voorzichtige schattingen is het werkelijke aantal slachtoffers 20 keer groter dan uit de officiële statistieken blijkt.

Maar de vernederingen, het lijden en het onrecht kunnen niet zo eenvoudig in cijfers worden vastgelegd. In de Belgische gevangenissen zaten dikwijls zeven, acht mensen opeengepakt in een éénpersoonscel, in erbarmelijke hygiënische omstandigheden. Ze leden bijna voortdurend honger. Er waren nauwe-

(*) Derde zitting van de 48^e zittingsperiode.

faim. Les équipements médicaux étaient quasi inexistants. Les tabassages et les châtiments corporels étaient monnaie courante. De nombreux prisonniers ont été torturés, parfois jusqu'à ce que mort s'ensuive. Des centaines de personnes ont été mutilées et traumatisées à vie dans les prisons belges, le viol était systématique et généralisé. La plupart des victimes n'avaient pas commis le moindre délit. Elles avaient été arrêtées pour la simple raison qu'elles étaient l'épouse, la soeur, la fille ou la fiancée d'un « collaborateur » réel ou supposé.

Ce qui fut peut-être le plus symptomatique à cet égard, est le fait que les camps de concentration allemands établis sur le territoire belge n'ont pas été fermés après la guerre. Ils sont tout simplement restés en activité. Des milliers de prisonniers politiques y ont été enfermés, vu le manque de cellules dans les prisons. Les séances de torture instaurées par les propriétaires précédents n'ont pas non plus été abolies.

M. Pholien, qui devait ensuite devenir Premier ministre, a caractérisé la justice rendue à l'époque de la répression par une formule immortelle : « une justice de rois nègres ».

Des milliers de personnes ont été condamnées sur la base de lois à effet rétroactif, ce qui constitue une violation flagrante de tous les principes de l'Etat de droit. Des fraudes ont été commises systématiquement lors de la constitution des dossiers : les éléments qui plaidaient en faveur du prévenu étaient écartés. Les témoins de la défense étaient intimidés, menacés de poursuites ou n'étaient tout simplement pas autorisés à s'exprimer. Des milliers de témoignages accablants ont été fabriqués, bien souvent avec la complicité des magistrats. C'est surtout le pouvoir des auditeurs militaires qui était démesuré et grotesque. Ils étaient à la fois procureur du Roi, juge d'instruction, chambre du conseil pour le Conseil de guerre et en appel et ministère public pour la Cour militaire.

Un magistrat a décrit cette situation avec beaucoup de cynisme : « Après avoir fait rapport, assis dans les fauteuils de droite, en ma qualité de juge d'instruction, je vais m'asseoir à gauche, où je formule mon réquisitoire en qualité de ministère public. Ensuite, je vais m'asseoir au milieu, où j'entends la défense en tant que juge. Et enfin, je statue. »

C'est sur les verdicts et les peines de tels tribunaux que l'on refuse actuellement de revenir. C'est ce simulacre de justice que l'on continue à défendre obstinément et envers et contre tout lorsque l'on rejette l'amnistie. C'est d'ailleurs pour pouvoir maintenir en place de tels tribunaux d'exception que l'on a prolongé artificiellement l'état de guerre jusqu'au 15 juin 1949 !

Et leurs jugements restent valables, même aujourd'hui. A cet égard, la guerre n'est toujours pas finie.

Des centaines de milliers de dossiers ne sont rien d'autre qu'un ramassis de faux témoignages, d'accusations malveillantes et gratuites et de règlements

lijks medische voorzieningen. Afranselingen en lijfstraffen waren schering en inslag. Vele arrestanten werden gemarteld, soms tot de dood erop volgde. Honderden mensen werden blijvend verminkt en getraumatiseerd. In de Belgische gevangenis werden toen systematisch en op grote schaal verkrachtingen gepleegd. De meeste slachtoffers waren volkomen onschuldig aan wat voor misdrijf dan ook. Zij waren alleen gearresteerd omdat zij echtgenote, zuster, dochter of verloofde waren van een echte of vermeende « collaborateur ».

Het meest symbolische was daarbij wellicht dat de Duitse concentratiekampen op Belgisch grondgebied na de oorlog niet werden afgesloten. Ze bleven gewoon in gebruik. Bij gebrek aan cellen werden daar duizenden politieke gevangenen geïnterneerd. Ook de folterpraktijken van de vorige eigenaars werden niet afgeschaft.

De latere Eerste Minister Pholien vatte heel de repressie-rechtspraak samen in één onsterflijke uitdrukking : « une justice de rois nègres ».

Duizenden mensen werden veroordeeld op basis van wetten met terugwerkende kracht, hetgeen een flagrante schending is van alle principes van de rechtsstaat. Bij de samenstelling van dossiers werd systematisch bedrog gepleegd : wat ten gunste van de beklaagde pleitte werd verwijderd. Getuigen van de verdediging werden geïntimideerd, met vervolging bedreigd of gewoon niet aan het woord gelaten. Er werden op grote schaal belastende getuigenissen gefabriceerd, dikwijls met medeplichtigheid van de magistraten. Vooral de macht van de krijgsauditeurs was buitensporig en grotesk. Zij waren tegelijk procureur des konings, onderzoeksrechter, raadkamer voor de krijgsraad en in beroep van openbaar ministerie voor het krijgshof.

Een magistraat formuleerde dat heel cynisch : « Na van in de zetels rechts in mijn hoedanigheid van onderzoeksrechter verslag uitgebracht te hebben, ga ik links zitten, waar ik in mijn hoedanigheid van openbaar ministerie, vorder. Ten slotte ga ik in het midden zitten, waar ik als rechter de verdediging hoor. Nadien statueer ik. »

Het zijn vonnissen en straffen van zulke rechtbanken die men nu weigert kwijt te schelden. Het is deze karikatuur van een rechtspraak die men hardnekkig en tegen beter weten in blijft verdedigen als men amnestie afwijst. Om zulke uitzonderingsrechtbanken in stand te kunnen houden werd de staat van oorlog overigens kunstmatig verlengd tot 15 juni 1949 !

En hun vonnissen blijven rechtsgeldig. Tot op de dag van vandaag. Wat dat betreft is de oorlog nooit geëindigd.

Honderdduizenden dossiers bestaan slechts uit een samenraapsel van valse getuigenissen, onbewezen verdachtmakingen en afrekeningen in persoon-

de comptes personnels. Mais cela suffisait à l'époque pour être condamné à mort, à une amende de plusieurs dizaines de millions ou à une peine d'emprisonnement de longue durée.

Le procès à l'issue duquel Leo Vindevogel a été condamné à mort n'avait rien à voir avec des crimes de guerre, des dénonciations ou de la haute trahison, comme le prétendait l'acte d'accusation officiel. Il s'agissait purement et simplement de représailles de la bourgeoisie francophone de Renaix, qui a profité de la répression pour se débarrasser définitivement d'un adversaire politique. On ne s'était même pas donné la peine de lever son immunité parlementaire ... Le président du Conseil de guerre dormait pendant le procès.

C'est ce même type de représailles qui a conduit à l'exécution du Gauleiter VNV limbourgeois Theo Brouns. Il avait entravé, dans toute la mesure de ses moyens, le travail obligatoire en Allemagne et lutté contre le contre-terrorisme des germanophiles (!). Les SS avaient même projeté de l'assassiner. C'était un VNV. Il devait donc être exécuté. Sa demande de grâce avait été signée notamment par le ministre d'Etat Frans Van Cauwelaert, par M. De Schryver, président du CVP, par Camille Huysmans, par Mgr. Kerkhofs, évêque de Liège, par monseigneur Broeckx et par le gouverneur du Limbourg. Gerard Walschap usa de toute son influence pour sauver Brouns, en vain. Même leur autorité morale ne put rien contre la soif de vengeance et la haine.

L'éminent auteur Van Isacker, de la Compagnie de Jésus, a découvert tout récemment encore de nouveaux éléments dans l'affaire Irma Laplasse : un des principaux témoins a reconnu qu'il s'était rendu coupable de parjure au cours du procès. C'est là la preuve définitive que ce procès était une erreur judiciaire et qu'une innocente a été fusillée sur la base d'un faux témoignage. Brouns, Vindevogel et Laplasse sont des noms connus. Cependant, ce n'est pas d'eux qu'il s'agit en premier lieu, mais des milliers de Flamands anonymes qui ont été broyés par l'appareil répressif d'une façon tout aussi injuste et inhumaine. A côté du gardien d'usine ou du volontaire du front de l'Est, il y avait aussi le brave membre du Davidsfonds, l'infirmière de la Croix-Rouge ou le sympathisant du VNV.

La répression de la collaboration n'a été qu'un prétexte dont on s'est servi pour frapper le mouvement flamand, ce que le journal francophone anversois *Le Matin* du 4 novembre 1944 a confirmé sans équivoque : « Puisqu'on fait le nettoyage, il faut le faire complètement et radicalement, une fois pour toutes ... Il faut détruire tout ce qui était inspiré, directement ou indirectement, par le nationalisme flamand. ».

Cela explique pourquoi tant de personnes issues des milieux culturels flamands ont été touchées par la répression. Citons, au hasard, quelques noms d'une liste interminable: Valère Depauw, Filip de Pillecijn, Felix Timmermans, Ernest Claes, André

lijke vetes. Maar dat was toen genoeg voor een doodvonnis, een boete van tientallen miljoenen of een lange gevangenisstraf.

Het proces waarin Leo Vindevogel ter dood werd veroordeeld had niets te maken met oorlogsmisdaden, verklikking of landverraad, zoals de officiële beschuldiging luidde. Het was uitsluitend en alleen een wraakactie van de Franstalige bourgeoisie uit Ronse, die van de repressie gebruik maakte om definitief af te rekenen met een politieke tegenstander. Men nam niet eens de moeite zijn parlementaire onschendbaarheid op te heffen ... De voorzitter van de krijgsraad zat tijdens het proces te slapen.

Een soortgelijke wraakactie heeft geleid tot de executie van de Limburgse VNV-gouwleider Theo Brouns. Hij had de verplichte tewerkstelling in Duitsland zoveel mogelijk gedwarsboemd en de tegenterreur van de Duitsgezinden in Limburg bestreden (!). De SS had daarom zelfs plannen gemaakt om hem te laten vermoorden. Hij was een VNV'er. Dus hij moest geëxecuteerd worden. Zijn genadeverzoek werd mee ondertekend door staatsminister Frans Van Cauwelaert, CVP-voorzitter De Schryver, Camille Huysmans, de Luikse bisschop Kerkhofs, monseigneur Broeckx en de gouverneur van Limburg. Gerard Walschap wendde al zijn invloed aan om Brouns te redden. Tevergeefs. Zelfs hun morele gezag was niet opgewassen tegen de wraakzucht en de haat.

Zeer onlangs nog ontdekte de eminente auteur Van Isacker s.j. nieuwe gegevens in de zaak Irma Laplasse : een kroongetuige bekende dat hij tijdens het proces meened had gepleegd. Het definitieve bewijs dat dit proces een gerechtelijke dwaling was, dat hier een onschuldige werd gefusilleerd op basis van een valse getuigenis. Brouns, Vindevogel en Laplasse zijn bekende namen. Maar het gaat niet in de eerste plaats om hen. Het gaat om de duizenden onbekende, kleine Vlamingen die op dezelfde onrechtvaardige en onmenselijke wijze door het repressie-apparaat werden verpletterd. Niet alleen de fabriekswachter of de Oostfrontvrijwilliger. Ook de brave Davidsfondser, de verpleegster van het Rode Kruis of de sympathisant van het VNV.

De bestraffing van de collaboratie was slechts een voorwendsel om de Vlaamse beweging te treffen. De Antwerpse Franstalige krant *Le Matin* van 4 november 1944 bevestigde dit duidelijk en ondubbelzinnig : « Aangezien men met de kuis bezig is, moet men het volledig en radicaal doen, eens en voor altijd ... Men moet alles wat rechtstreeks of onrechtstreeks Vlaams-nationaal geïnspireerd was vernietigen. ».

Dat verklaart waarom zoveel mensen uit de Vlaamse cultuurwereld door de repressie werden getroffen. Een willekeurige greep uit deze bijna eindeloze lijst: Valère Depauw, Filip de Pillecijn, Felix Timmermans, Ernest C'aes, André Demedts, Jozef

Demedts, Jozef van Overstraete (président du VTB-VAB !), le père Callewaert, Prosper de Troyer, Emiel Hullebroeck, Armand Preud'homme, Gaston Feremans, Wies Moens, Albert Servaes, le père Stracke, Dom Modest van Assche ...

Cela explique également pourquoi un dossier a été constitué à charge d'un démocrate-chrétien aussi intègre que Leo Delwaide, qui, en tant que bourgmestre d'Anvers pendant la guerre, avait opposé une résistance si farouche aux Allemands que les SS en voulaient à sa vie et que son nom figurait en 1945 sur une liste de la Gestapo contenant les noms des personnes à arrêter immédiatement.

On comprendra également à quel point la justice belge de l'époque était bornée, aveugle et haineuse si l'on sait qu'un dossier a même été ouvert contre Van Eyck et Rembrandt van Rijn, accusés de collaboration, ou qu'un dossier comportait, comme élément à charge, la découverte chez le suspect d'un « livre très antipatriotique » : « Elias of het gevecht met de nachtegaal » de Maurice Gilliams. Des dizaines de milliers de Flamands étaient aussi innocents que Rembrandt, mais ils avaient la malchance d'être encore en vie. Quatre mois après leur arrestation, des milliers de prisonniers n'avaient même pas encore été interrogés. En revanche, ils avaient été battus ou violés et leur maison avait été saccagée.

La Belgique ne serait pas ce qu'elle est sans les discriminations qu'on a coutume d'y établir. Pour ne citer qu'un seul cas : un général wallon, qui s'était battu sur le front de l'Est, a été condamné à quinze ans d'emprisonnement. Un major flamand, qui avait seulement signé un mémorandum afin d'être libéré d'un camp de prisonniers allemands, a été condamné à vingt ans d'emprisonnement et à une amende d'un demi-million de francs.

Il existe encore d'autres discriminations, qui sont peut-être totalement incompréhensibles pour l'historien étranger, mais que l'on trouve normales en Belgique. Pratiquement aucun des grands collaborateurs économiques n'a été puni : ils avaient de l'argent et étaient libéraux.

Les centaines de milliers de travailleurs qui sont allés travailler volontairement en Allemagne n'ont, eux non plus, jamais été inquiétés. Le fait qu'ils avaient travaillé principalement dans l'industrie d'armement ne fut pas considéré comme une circonstance aggravante : ils appartenaient en effet à l'électorat naturel du parti socialiste.

Mais malheur à ceux qui étaient catholiques et flamingants.

Plus graves encore que ces abus de l'autorité judiciaire étaient les cas où la vindicte populaire entraînait en action. Le plus souvent, il s'agissait en fait d'assassiner, de martyriser, de piller et de violer en toute impunité. Ces violences n'étaient d'ailleurs pas seulement dirigées contre les collaborateurs — vrais ou prétendus —, mais aussi contre leur famille. Dans certains cas, c'était même la politique officielle : on prenait les parents en otage.

van Overstraete (voorzitter van de VTB-VAB !), pater Callewaert, Prosper de Troyer, Emiel Hullebroeck, Armand Preud'homme, Gaston Feremans, Wies Moens, Albert Servaes, pater Stracke, Dom Modest van Assche ...

Dat verklaart ook waarom er zelfs een dossier werd samengesteld tegen een integer christen-democraat als Leo Delwaide, die zich als oorlogsburgemeester van Antwerpen zo koppig tegen de Duitsers had verzet dat de SS het op zijn leven gemunt had en dat zijn naam in 1945 voorkwam op een Gestapolijst van personen die onmiddellijk gearresteerd moesten worden.

Hoe stompzinig, blind en haatdragend de Belgische justitie toen was kan ook blijken uit het feit dat men zelfs een dossier opende tegen Van Eyck en Rembrandt van Rijn, die beschuldigd werden van collaboratie. Of uit het dossier waarin als bezwarend element was opgenomen dat men bij de verdachte een « zeer onvaderlands boek » had aangetroffen : « Elias of het gevecht met de nachtegaal » van Maurice Gilliams. Tienduizenden Vlamingen waren even onschuldig als Rembrandt. Maar zij hadden het ongeluk nog in leven te zijn. Vier maanden na hun arrestatie waren duizenden en duizenden gevangenen nog niet eens verhoord. Meestal waren ze intussen al wel afgeranseld of verkracht en was hun woning leeggeplunderd.

België zou België niet zijn zonder de gewone discriminaties. Slechts één van de vele gevallen : een Waalse generaal die aan het Oostfront had gevochten kreeg 15 jaar. Een Vlaamse majoor die alleen een memorandum had ondertekend om uit een Duits krijgsgevangenenkamp te worden vrijgelaten kreeg 20 jaar en hij moest een half miljoen frank boete betalen.

Er zijn nog andere discriminaties die misschien voor een historische onderzoeker uit het buitenland totaal onbegrijpelijk zijn, maar die in België vanzelfsprekend gevonden worden. Van de grote economische collaborateurs werd vrijwel niemand gestraft : zij hadden geld en zij waren liberaal.

Ook de honderdduizenden arbeiders die vrijwillig naar Duitsland gingen werken werden nooit verontrust. Dat zij voornamelijk in de oorlogsindustrie hadden gewerkt was geen bezwarend element : zij behoorden immers tot de natuurlijke achterban van de socialisten.

Maar wie katholiek en Vlaamsgezind was kreeg de volle laag.

Nog erger dan de juridische misbruiken waren de gevallen waarin het gepeupel het recht in eigen handen nam. Dikwijls was dat slechts een voorwendsel om ongestraft te kunnen moorden, martelen, plunderen en verkrachten. Niet alleen de echte of vermeende collaborateurs waren daarvan het slachtoffer, ook hun familieleden. In sommige gevallen was dat trouwens ook de officiële politiek : men zette familieleden als gijzelaars gevangen.

Voici quelques exemples de ces pratiques.

Un homme âgé de 78 ans et sa femme, âgée de 70 ans, furent internés parce que leur fils faisait partie de la Légion wallonne.

Un garçon de 16 ans fut enfermé parce que son frère faisait partie des Waffen-SS.

Non seulement Vindevogel lui-même, mais aussi son épouse et leurs huit enfants furent arrêtés.

L'unique soeur de Théo Brouns, arrêtée en septembre 1944 par la résistance, fut molestée et violée par six membres de la Brigade blanche. Elle mourut en mettant au monde l'enfant conçu lors de ce viol. C'est ainsi que se manifestait la vindicte populaire. Cette tragédie nous est connue parce qu'il s'agissait de la soeur d'un bourgmestre nommé sous l'occupation, mais il y en a eu des milliers, voire des dizaines de milliers d'autres. Que d'inconnues ont subi le même sort pendant l'épuration ! Que de familles flamandes portent encore en elles les stigmates de cette tragédie. Ce qui se déroule aujourd'hui en Bosnie, la Flandre l'a vécu au lendemain de la guerre. Violer la femme, la fille ou la soeur d'un « noir » était considéré comme un acte patriotique, une sanction légitime pour les « traîtres ».

Les témoignages de ceux qui appartenaient au mouvement flamand n'ont sans doute guère de valeur. Aussi reproduisons-nous ci-après les commentaires de quelques hommes politiques éminents au moment de la répression. Tous étaient des patriotes belges convaincus. Aucun d'eux n'a eu, fût-ce indirectement, des liens avec la collaboration; aucun d'entre eux n'avait la moindre sympathie pour le mouvement flamand, mais ils ont eu le courage de dénoncer les excès et les dérapages de la répression et ont même été jusqu'à établir des comparaisons avec les pratiques du national-socialisme.

Dès le 11 octobre 1944, le libéral Julius Hoste écrivait, dans l'éditorial du journal *Het Laatste Nieuws*, que des innocents avaient été arrêtés sur simple accusation d'attitude proflamande. Il cite l'exemple d'un professeur flamand qui fut arrêté par des hommes armés parce qu'il était membre du Willemsfonds. Et Hoste déclare en guise de conclusion que « nous ne pouvons recourir nous-mêmes à des pratiques nazies et faire payer des innocents à la place des coupables ».

Tant le socialiste wallon Van Walleghem (séance du 7 novembre 1944, *Compte rendu analytique*, p. 24) que le libéral Van Glabbeke (séance du 8 novembre 1944, *Compte rendu analytique*, pp. 30-31) exigèrent devant la Chambre des représentants qu'il soit mis fin à l'emprisonnement d'innocents. Van Glabbeke alla plus loin : « Des milliers de braves gens sont victimes de soupçons injustifiés. Les droits sacrés de la défense sont ignorés dans la pratique (...). Les prisons et les camps d'internement sont le théâtre d'actes scandaleux ... Je serais indigné et profondément déçu si mon pays pouvait un jour se voir reprocher la même barbarie que celle que nous avons violemment combattue. ». Il visait bien enten-

Slechts enkele voorbeelden.

Een man van 78 en zijn vrouw van 70 die werden geïnterneerd omdat hun zoon bij het Waals Legioen was.

Een jongen van 16 werd opgesloten omdat zijn broer bij de Waffen-SS was.

Niet alleen Vindevogel zelf werd gearresteerd, ook zijn echtgenote en zijn acht (!) kinderen.

De enige zuster van Theo Brouns werd in september 1944 aangehouden door de weerstand, waarna zes leden van de zogenaamde Witte Brigade haar mishandelden en verkrachtten. Zij werd zwanger door die verkrachtingen. Zij zou later sterven bij de bevalling. Dat was de « spontane volkswoede ». Zij had een broer die oorlogsburgemeester was, dus we kennen tenminste haar naam. Vermenigvuldigt U deze tragedie maar met duizend, met tienduizend. Dat was het lot van zovele anonieme, onbekende vrouwen tijdens de repressie. Talloze Vlaamse families dragen zwijsend het leed van zo'n tragedie. Wat we nu in Bosnië zien gebeurde toen in Vlaanderen. Ongestraft. Het verkrachten van de vrouw, de dochter of de zuster van een « zwarte » werd als een vaderlandslievende daad beschouwd, een terechte straf voor de « verraders ».

Misschien maken getuigenissen van mensen uit de Vlaamse beweging niet veel indruk. Daarom geven wij hier ter overweging de commentaren van enkele vooraanstaande politici uit de repressieperiode. Zij waren allemaal overtuigde Belgische patriotten. Geen van hen had ook maar zijdelings banden met de collaboratie, geen van hen had ook maar enige sympathie voor de Vlaamse beweging. Maar zij protesteerden heel moedig tegen de verschrikkelijke excessen en ontsporingen van de repressie en zij aarzelen daarbij niet de vergelijking te maken met de praktijken van het nationaal-socialisme.

Reeds op 11 oktober 1944 schreef de liberaal Julius Hoste in het hoofdartikel van de krant « Het Laatste Nieuws » dat onschuldige mensen werden gearresteerd, uitsluitend op beschuldiging van « Vlaamsgezindheid ». Hij haalt het voorbeeld aan van een Vlaams leraar die door gewapende mannen werd aangehouden omdat hij lid was van ... het Willemsfonds. En Hoste besluit : « Wij mogen zelf geen nazipraktijken gebruiken geen onschuldigen voor schuldigen doen boeten. »

Zowel de Waalse socialist Van Walleghem (Kamerzitting 7 november 1944, Beknopt Verslag, blz. 24) als de liberaal Van Glabbeke (Kamerzitting 8 november 1944, Beknopt Verslag, blz. 30-31) eisten in de Kamer dat een einde zou komen aan de opsluiting van onschuldigen. Van Glabbeke ging verder : « Duizenden brave mensen zijn het slachtoffer van ongerechtvaardigde verdenkingen. In praktijk worden de heilige rechten van de verdediging miskend (...) In de gevangenissen en de interneringskampen gebeuren schandelijke dingen ... Ik zou verontwaardigd en diep teleurgesteld zijn als men mijn land ooit dezelfde barbaarsheid kon verwijten als die waartegen wij zo heftig hebben gestreden. ». En hij bedoelde

du la terreur nazie. La veille, un membre francophone de son parti, Mundeleer, avait fait une déclaration analogue (séance du 7 novembre 1944, *Compte rendu analytique*, p. 24). Il reprochait au gouvernement de ne pas intervenir contre les groupes qui s'appropriaient le droit sans en avoir les compétences. Et cela fut également confirmé par le député catholique Verbist, futur ministre, au cours d'une réunion tenue le 24 décembre 1944 à Bruxelles : « l'abus, l'arbitraire et les excès qui ont prévalu au lendemain de la guerre constitueront une page noire dans l'histoire des groupes de la résistance ». Il s'exprima avec plus de virulence encore par la suite : « les bourreaux allemands de Breendonk ont fait école ». Dans une interpellation, le sénateur de Dorlodot, fervent patriote belge, déclara : « Des dizaines de milliers de Belges ont été arrêtés arbitrairement par des gens non mandatés, ils ont été enfermés dans les camps de la honte qui étaient souvent des camps de torture, ils sont restés parqués des semaines et des mois parmi des individus aux antécédents les plus divers, sans être interrogés, sans même savoir si leur arrestation était liée à des motifs autres que la vengeance et la jalousie ... ». Le catholique wallon d'Aspremont Lynden, ancien ministre du gouvernement de Londres en exil, déclara, lui aussi, le 7 novembre 1945 : « Des gens ont été arrêtés de façon totalement arbitraire et sont toujours prisonniers dans des camps d'internement et des prisons. » (*Annales du Congrès de la Résistance flamande*, p. 66). Struye fit la même comparaison : « Jeter des Belges en prison par milliers, sans qu'ils sachent souvent pour quels motifs ils ont été arrêtés. Des gens entassés les uns sur les autres pendant des mois dans des prisons sans qu'un magistrat soit appelé pour se prononcer sur leur sort. Nous devons l'admettre : ce sont des méthodes nazies. » (allocution prononcée à Bruxelles le 24 décembre 1944, p. 23). Cela a été confirmé une fois de plus, le 25 janvier 1945, dans une lettre pastorale du cardinal Van Roey : « Il serait inadmissible que les méthodes allemandes, tant haïes sous l'occupation, puissent survivre sous le régime belge. Que l'on cesse de faire peser des soupçons injustifiés sur nombre de bons citoyens qui ont oeuvré, de leur mieux, pour le bien-être de la population ou de la communauté, dans des circonstances extrêmement difficiles et dangereuses, inimaginables pour qui ne les a pas vécues. Nous voudrions que la vengeance fasse place à la véritable justice, la haine à la charité. » (H. Mertens, *De kerk tegenover repressie en amnestie*, *Kultuurleven*, 1976, p. 632).

En dehors de l'internement, de l'emprisonnement et de l'amende, la justice belge disposait encore d'une autre mesure juridique de représailles, à savoir la déchéance de tous les droits. Le fait que cette mesure était contraire à la Constitution n'a gêné personne. On ne s'arrêtait pas à de telles arguties juridiques. Il ne s'agissait pas, en effet, de rendre la justice, mais bien de se venger.

daarmee uiteraard de naziterreur. Zijn Franstalige partijgenoot Mundeleer had de vorige dag een verklaring van dezelfde strekking afgelegd (Kamerzitting 7 november 1944, *Beknopt Verslag*, blz. 24). Hij verweet de regering niet op te treden tegen groepen die het « recht » in eigen hand namen zonder daartoe bevoegd te zijn. Ook de katholieke volksvertegenwoordiger Verbist, die later minister zou worden, bevestigde dit tijdens een meeting in Brussel op 24 december 1944 : « In de geschiedenis der weerstandsgroepen zal een zwarte bladzijde geschreven worden over misbruik, willekeur en ontaarding ». Later liet hij zich nog scherper uit : « De Duitse beulen van Breendonk hebben school gemaakt ». De vurige Belgische patriot senator de Dordolot verklaarde in een interpellatie : « Tienduizenden Belgen werden willekeurig aangehouden door mensen zonder mandaat, zij werden opgesloten in de kampen der schande die dikwijls folterkampen waren, zij zijn daar gedurende weken en maanden gebleven in een hatelijk door elkaar mengen van allerlei elementen, zonder te worden ondervraagd, zonder zelfs te weten waarom zij werden aangehouden, tenzij dan uit wraakzucht en uit jalousie ... ». Ook de Waalse katholiek d'Aspremont Lynden, gewezen minister van de Londense regering in ballingschap zei op 7 november 1945 : « Men heeft volkomen willekeurig mensen aangehouden die nu nog altijd in interneringskampen en gevangenis zitten. » (*Handelingen van het Kongres van het Vlaams Verzet*, blz. 66). Struye maakte dezelfde vergelijking : « Belgen bij karrevrachten tegelijk in de gevangenis gooien, dikwijls zonder dat ze weten waarom ze gearresteerd zijn. Mensen die maandenlang in de gevangenis blijven, soms op elkaar gepakt als slaven, zonder dat er een magistraat wordt bijgeroepen om uitspraak te doen over hun zaak. We moeten het toegeven : dit zijn nazimethoden. » (Spreekbeurt te Brussel, 24 december 1944, blz. 23). Op 25 januari 1945 werd dit nog eens bevestigd in een pastoraal schrijven van kardinaal Van Roey : « Het mag niet gezegd worden dat de Duitse methoden, die wij tijdens de bezetting verafschuwden, onder Belgisch regime in voege zouden blijven. Men houde ook op onrechtmatig verdacht te maken tal van goede burgers, die zich, naar best vermogen, toegewijd hebben aan het welzijn van de bevolking of van het gemenebest, in uiterst moeilijke en gevaarlijke omstandigheden, ondenkbaar voor wie ze niet beleefd heeft. Wij zouden willen dat de wraakneming de plaats ruile voor de waarachtige rechtvaardigheid, dat de haat wijke voor de naastenliefde. » (H. Mertens, *De kerk tegenover repressie en amnestie*, *Kultuurleven*, 1976, blz. 632).

Behalve internering, celstraf en geldboete had de Belgische justitie nog een juridische vergelding in petto : de ontheffing uit alle rechten. Dat deze maatregelen strijdig waren met de Grondwet was voor niemand een bezwaar. Door zulke juridische haarkloverijen liet men zich niet afschrikken. Het doel was immers niet gerechtigheid, maar wraak.

Le fameux article 123sexies permettait de déchoir à vie les condamnés de leurs droits. Il leur fut interdit d'exercer des fonctions publiques, d'être élus, de voter, de porter des distinctions honorifiques ou des titres de noblesse, d'être jurés, experts ou témoins, de faire partie d'un conseil de famille, de porter des armes ou d'accomplir un service militaire. Le professeur Derine complète cette énumération quasi délirante par ce qui suit : « Ils furent écartés de l'enseignement, du barreau, de la presse, de la radio, du cinéma et du théâtre. Ils ne pouvaient plus être rémunérés en tant que ministres des cultes. Il leur fut interdit d'exercer des fonctions dirigeantes dans les entreprises commerciales, les banques, les associations professionnelles, les ASBL, ainsi que dans les organismes culturels, sportifs et de bienfaisance. Il leur fut interdit de jouer un rôle dirigeant dans les associations politiques, et même dans les réjouissances publiques » (*Repressie zonder maat of einde*, pp. 119-120). N'étant pas en mesure de produire un certificat de civisme, les « inciviques » ne pouvaient obtenir d'inscription au registre de commerce, ni de passeport pour l'étranger, ni de permis de conduire, ni même le téléphone. Ils ne pouvaient pas faire leurs études dans une université de l'Etat, ni présenter des examens devant le jury central. Il n'existe qu'une seule situation analogue dans l'histoire récente : les restrictions humiliantes auxquelles les Juifs furent soumis pendant les années trente, après l'arrivée au pouvoir des nazis. L'arrêté-loi du 6 mai 1945 aggrava encore la situation : on pouvait désormais être déchu de ses droits sans être condamné, même après un acquittement. Il suffisait de figurer sur la liste de l'auditeur militaire. Le sénateur CVP Bourgeois a écrit à ce sujet que celui qui avait été acquitté sur le plan pénal, mais figurait malgré tout sur les listes d'épuration, faisait l'objet d'exclusions aussi graves que celui qui avait encouru une condamnation majeure. (*Opruiming van de gevolgen der repressie, Kultuurleven* 1976, p. 600). D'autres lois et arrêtés d'exception prévoyaient que des personnes pouvaient être exclues du bénéfice des lois sur les loyers, des lois sur le bail à ferme et des allocations familiales. Certaines dispositions confinaient à l'absurde, telles que l'interdiction d'ouvrir un compte courant postal, de posséder un avion privé ou de tenir des pigeons. Il y eut pire encore : un arrêté du Régent priva trois cent mille personnes du droit de vote. D'autres dispositions étaient franchement sadiques. Comment en effet qualifier autrement une loi qui supprime les allocations aux infirmes et aux invalides ?

On répond invariablement aux plaidoyers pour l'amnistie par un discours émotionnel évoquant les horreurs du national-socialisme, des camps de concentration et de la persécution des Juifs. Personne ne songera à nier ou à minimiser l'horreur et l'atrocité de ces événements. Nous non plus. Mais on ne peut exciper des crimes du national-socialisme pour excuser les crimes commis lors de la répression. Une injustice ne peut en réparer une autre. Faire payer des innocents pour un crime, aussi horrible et infâme

Het beruchte artikel 123sexies maakte het mogelijk veroordeelden levenslang uit hun rechten te onttrekken. Het was hen verboden openbare ambten te vervullen, verkozen te worden, te kiezen, eretekens te dragen of adeltitels te voeren, gezworene, deskundige of getuige te zijn, deel uit te maken van een familieraad, wapens te dragen of legerdienst te vervullen. Professor Derine vervolledigt deze bijna krankzinnige opsomming : « Zij werden geweerd uit het onderwijs, van de balie, uit het dagbladwezen, de radio, de film en het toneel. Zij konden niet meer bezoldigd worden als bedienaar van de eredienst. Het was hen verboden leidende functies waar te nemen in handelsondernemingen, banken, beroepsverenigingen, VZW's, culturele, sportieve en liefdadige instellingen. Het was hen niet meer geoorloofd een leidende rol te vervullen in politieke verenigingen en zelfs niet in openbare vermakelijkheden. » (*Repressie zonder maat of einde*, blz. 119-120). Omdat de zogenaamde incivieken geen bewijs van burgertrouw konden voorleggen konden ze geen handelsregister krijgen, geen paspoort voor het buitenland, geen rijbewijs, geen telefoon. Ze konden niet aan een rijksuniversiteit studeren en geen examens afleggen voor de centrale jury. In de recente geschiedenis vinden we hiervan slechts één parallel : de vernederende beperkingen waaraan de joden in de jaren '30 werden onderworpen nadat de nationaal-socialisten aan de macht waren gekomen. De besluitwet van 6 mei 1945 verscherpte dit nog : voortaan was een ontzetting uit de rechten ook mogelijk zonder veroordeling, zelfs na een vrijspraak. Het was voldoende op de lijst van de krijgsauditeur te worden ingeschreven. CVP-senator Bourgeois schreef hierover : « Wie strafrechtelijk werd vrijgesproken maar toch op de epuratielijsten terecht kwam liep even zware uitsluitingen op als een zwaar veroordeelde. » (*Opruiming van de gevolgen der repressie, Kultuurleven* 1976, blz. 600). Andere bijzondere wetten en besluiten bepaalden dat mensen konden worden uitgesloten van de voordelen van huishuurwetten, pachtwetten en kindervergoedingen. Sommige bepalingen grensden aan het absurde : het verbod een postrekening te openen, een privé-vliegtuig te hebben of duiven te houden ... Ernstiger was dan weer het Regentsbesluit waardoor 300 000 mensen werden beroofd van hun kiesrecht. Andere bepalingen waren ronduit sadistisch. Of hoe moet men een wet noemen die de toelagen van gebrekkigen en verminkten schrapt ?

Een pleidooi voor amnestie wordt stevast beantwoord met een emotionele evocatie van de gruwelen van het nationaal-socialisme, de concentratiekampen, de jodenvervolgung. Niemand zal de tragiek en de verschrikking daarvan ontkennen of minimaliseren, ook wij niet. Maar de misdaden van het nationaal-socialisme kunnen niet als excuus worden gebruikt om de misdaden van de repressie goed te praten. Het ene onrecht maakt het andere niet goed. Hoe gruwelijk en mensonterend een misdaad ook is,

soit-il, ne constitue pas un acte de justice, mais un acte de vengeance.

On commet en outre l'erreur de juger et de condamner des gens en fonction de choses dont on n'a eu connaissance qu'*a posteriori*. Le professeur Derine écrit à ce sujet : « On parle quelquefois de collaborateurs (...) comme s'ils avaient été au courant de tout ce qui se passait dans les camps de concentration et les chambres à gaz allemands. Brouns, par exemple, Gauleiter du VNV au Limbourg, a écrit dans son journal et déclaré lors de son procès qu'il n'en savait rien. Même Degrelle a nié en avoir su quoi que ce soit. Nous pensons qu'ils ont dit la vérité, car la propagande anglaise diffusée à la radio pendant la guerre n'en a, à notre connaissance, jamais fait état. Ce n'est qu'après la guerre que nous tous avons appris l'existence de ces crimes. »

L'antisémitisme des nazis était notoire et on savait évidemment que des Juifs étaient déportés dans l'ensemble des territoires occupés. Il fallait vouloir l'ignorer pour ne pas le voir. Mais presque personne ne se rendait compte à l'époque que ces gens étaient non seulement internés ou exilés, mais aussi systématiquement exterminés. Cela ne s'est su qu'au moment où les troupes alliées ont découvert les premiers camps de concentration.

Quelles que soient les fautes et les erreurs politiques que l'on puisse leur reprocher, les victimes de la répression n'ont pas été, à quelques très rares exceptions près, des criminels de guerre, des tortionnaires dans les camps, des bourreaux, des délateurs. Il y a des centaines de textes dont il ressort que l'amnistie est demandée uniquement pour les délinquants politiques, et certainement pas pour les criminels de droit commun, les tortionnaires ou les véritables délateurs. Citons, à cet égard, une nouvelle fois le professeur Derine : « C'est présenter les choses avec malveillance que mettre tous ceux qui ont été mêlés de près ou de loin à la collaboration sur le même pied que les délateurs et les tortionnaires. Je continuerai à affirmer que de graves erreurs politiques ont été commises, mais qu'il ne s'agissait pas de crimes. Pendant l'occupation, j'étais radicalement opposé à la politique d'annexion et de germanisation prônée par le mouvement *De Vlag*, mais je suis disposé à admettre qu'un certain nombre de ses adhérents n'ont jamais fait de mal à une mouche. Cette observation vaut encore davantage pour les membres du VNV qui ont collaboré pour servir les idéaux flamands, les desseins de restauration des anciens Pays-Bas. C'était une erreur, mais cet engagement se limitait souvent au port d'un uniforme ou d'un insigne, voire à un simple délit d'opinion. »

Nous arrivons ainsi au cœur du drame de la répression : des milliers de personnes ont été tuées, emprisonnées ou maltraitées, lésées et privées de leur gagne-pain uniquement en raison d'une opinion, et non en raison de ce qu'elles avaient fait.

onschuldigen daarvoor laten boeten is geen gerechtigheid, maar wraak.

Bovendien begaat men dan de fout mensen te beoordelen en te veroordelen op basis van kennis achteraf. Professor Derine schrijft daarover : « Soms wordt over de collaborateurs gesproken (...) alsof zij alles wisten van wat er zich afspeelde in de Duitse concentratiekampen en gaskamers. Brouns bijvoorbeeld, gouwleider van het VNV in Limburg, getuigde zowel in zijn dagboek als tijdens zijn proces dat hij daarvan niet op de hoogte was. Zelfs Degrelle ontkennde daarvan iets geweten te hebben. Ik geloof dat zij de waarheid hebben gesproken, want in de Engelse radio-propaganda tijdens de oorlog werd — naar mijn weten — daarvan nooit melding gemaakt. Wij allen hebben die misdaden pas na de oorlog vernomen. »

Het antisemitisme van de nazi's was algemeen bekend en men wist natuurlijk dat overal in de bezette gebieden joden gedeporteerd werden. Men moest wel opzettelijk blind zijn om dat niet te zien. Maar bijna niemand beseftte toen dat die mensen niet alleen geïnterneerd of verbannen werden, maar systematisch uitgeroeid. Dat bleek pas toen de geallieerde troepen de eerste concentratiekampen ontdekten.

Welke fouten en politieke dwalingen men de slachtoffers van de repressie ook kan aanwrijven, op enkele heel schaarse uitzonderingen na waren zij geen oorlogsmisdadigers, geen kampbeulen, geen folteraars, geen verklikkers. Er bestaan honderden teksten waaruit duidelijk blijkt dat alleen amnestie wordt gevraagd voor politieke delinquenten en uitdrukkelijk niet voor misdadigers van gemeen recht, beulen of echte verklikkers. Hierover opnieuw professor Derine : « Maar het is een kwaadwillige voorstelling al wie iets met de collaboratie te maken had op gelijke voet te stellen met verklikkers en folteraars. Ik zal verder betogen dat er zware politieke fouten zijn gemaakt, maar het waren geen misdaden. Tijdens de bezetting was ik radicaal gekant tegen de verduitsende annexatiepolitiek van de *De Vlag*, maar ik ben bereid aan te nemen dat een aantal aanhangers van die beweging geen vlieg kwaad hebben gedaan. Die bedenking geldt nog veel meer voor de VNV-ers die met Vlaamse of Dietse bedoelingen op de collaboratietrein zijn gestapt. Het was een vergissing, maar vaak bleef het allemaal beperkt tot het dragen van een uniform of kenteken en zelfs tot een eenvoudig opiniedelikt. »

Dit raakt de kern van het repressiedrama : duizenden mensen werden gedood, gevangengezet, mishandeld, benadeeld en gebroodroefd alleen omwille van een opinie. Niet omwille van iets dat ze hadden gedaan.

« Frappez et on vous ouvrira. Demandez et on vous donnera. » S'il en va ainsi dans la Bible, les choses sont différentes en Belgique. Depuis 1948, la Chambre a été saisie de 48 propositions de loi visant d'une manière ou d'une autre à atténuer les conséquences de la répression. Quarante-sept propositions semblables ont été déposées au Sénat. Aucune n'a été adoptée, la plupart n'ayant même pas été prises en considération.

Même l'Union soviétique a amnistié, dès 1955, tous les sujets soviétiques ayant collaboré avec les Allemands, même ceux qui avaient servi dans l'armée ou la police allemandes. Les seules exceptions concernaient les personnes coupables de meurtre ou de torture. L'Etat belge n'a toujours pas fait ce pas. S'agit-il de se montrer plus catholique que le pape ? De surpasser l'ex-Union soviétique elle-même en matière de vengeance, de répression et de haine ?

De nombreux hommes politiques poussent le cynisme jusqu'à tirer argument de la souffrance endurée par le peuple juif pendant la guerre pour s'opposer à l'amnistie. Les atrocités d'Auschwitz et du ghetto de Varsovie ne les incitent pas à une réflexion sur le mal qui réside dans l'homme ni sur les dangers d'un Etat totalitaire. Ils n'y voient que prétexte à exhorter à la haine éternelle, à s'épancher en propos racistes à l'égard de tous les Flamands sans distinction. A mener des campagnes haineuses qui ne le cèdent ni en malhonnêteté ni en virulence aux campagnes nazies de dénigrement antisémite.

Dans ce concert de haine et de vengeance résonnent très souvent des voix francophones, mais très peu de voix juives. Ceux qui ont le plus souffert sont parfois plus enclins à la charité et au pardon que les puissants qui dirigent l'Etat. Peut-être parce que leur tragique histoire leur a appris que la « colère populaire spontanée », les tribunaux d'exception et les camps d'internement n'engendrent jamais la justice, mais seulement plus de mal, d'injustice et de cruauté.

En conclusion, nous souhaiterions soumettre à la réflexion de tous les hommes politiques qui se servent de la tragédie du peuple juif pour prêcher la répression éternelle un appel à l'amnistie lancé par le *Belgisch Israëlitisch Weekblad*.

« C'est dans cet esprit, inspiré par des considérations humaines et sociales, et parce que nous ne réclamons pas que les pécheurs expient éternellement leur erreur, mais que nous préférons les voir réintégrer la société en tant que citoyens à part entière, que nous nous rallions à ceux qui veulent tourner la page de la guerre en faisant un geste conciliant. »

« Klop en U zal worden opengedaan. Vraag en gij zult verkrijgen. » Dat geldt in de bijbel, maar niet in België. Sinds 1948 zijn in de Kamer 48 wetsvoorstellen ingediend die op één of andere manier de gevolgen van de repressie trachtten te verzachten. In de Senaat waren het er 47. Geen enkel werd ooit goedgekeurd. Meestal weigerde men zelfs ze in overweging te nemen.

Zelfs in de Sovjetunie werd reeds in 1955 amnestie verleend aan alle sovjetonderdanen die met de Duitsers hadden samengewerkt, zelfs als zij in het Duitse leger of bij de Duitse politie hadden gediend. De enige uitzonderingen betroffen personen die schuldig waren bevonden aan moord en foltering. De Belgische Staat heeft die stap nog altijd niet gezet. Wil men heiliger zijn dan de paus ? Wil men zelfs de voormalige Sovjetunie overtreffen in wraakzucht, repressie en haat ?

Vele politici zijn cynisch genoeg om het lijden van het joodse volk tijdens de oorlog te gebruiken en misbruiken in hun verzet tegen de amnestiegedachte. De wreedheden van Auschwitz en het getto van Warschau zijn voor hen geen reden tot bezinning over het kwaad in de mens of over de gevaren van een totalitaire staat. Voor hen is dat slechts een alibi om eeuwigdurende wraak te prediken, om hun racistische gal uit te spuwen over alle Vlamingen zonder onderscheid des persoons. Om haatcampagnes te voeren die in oneerlijkheid en giftigheid niet moeten onderdoen voor de antisemitische hetze van de nazi's.

In dat koor van haat en wraakzucht klinken heel dikwijls Franstalige stemmen, maar slechts zeer zelden joodse. Juist de mensen die het meest hebben geleden zijn soms eerder in de staat tot grootmoedigheid en vergiffenis dan de machtingen die de Staat besturen. Misschien omdat zij uit hun eigen tragische geschiedenis weten dat uit « spontane volkswolde », uitzonderingsrechtbanken en interneringskampen nooit gerechtigheid voortkomt, maar alleen nog meer kwaad, nog meer onrecht, nog meer wreedheid.

Aan alle politici die de tragedie van het joodse volk misbruiken om een eeuwigdurende repressie te prediken willen wij daarom tot slot een oproep tot amnestie voorleggen uit het *Belgisch Israëlitisch Weekblad*. (ter overweging)

« Het is in die geest, gedreven door menselijke en sociale overwegingen, omdat wij er geen voorstanders van zijn dat zondaars eeuwig moeten boeten voor hun misstap, maar hen liever terug zien opgenomen worden als volwaardige burgers in onze maatschappij, dat wij ons aansluiten bij degenen die een oorlogsbladzijde willen omdraaien door het stellen van een verzoenend gebaar. »

Ce texte a été écrit en 1976 par Louis Davids, rédacteur en chef du *Belgisch Israëlitisch Weekblad*. Pour lui aussi, il est temps que s'arrête la célébration de la haine. ⁽¹⁾

De man die deze tekst in 1976 schreef was Louis Davids, de hoofdredacteur van het *Belgisch Israëlitisch Weekblad*. Ook voor hem moet het feest van de haat niet langer duren. ⁽¹⁾

G. ANNEMANS
X. BUISSERET
F. DEWINTER
M. DILLEN
J. SPINNEWYN
F. VAN DEN EYNDE
J. VAN HAUTHEN
L. VAN NIEUWENHUYSEN
K. VAN OVERMEIRE
F. WYMEERSCH

⁽¹⁾ Les faits cités dans ce texte sont pour la plupart extraits de « *De kwade jaren* » d'Arthur de Bruyne, « *Repressie zonder maat of einde* » du professeur Derine, « *Het feest van de haat* » de Nemrod et « *Het dossier Irma Laplasse* » de Karel van Isacker s.j..

⁽¹⁾ Het feitenmateriaal in deze tekst is grotendeels overgenomen uit « *De Kwade Jaren* » van Arthur de Bruyne, « *Repressie zonder maat of einde* » van professor Derine, « *Het feest van de haat* » van Nemrod en « *Het dossier Irma Laplasse* » van Karel Van Isacker s.j..

PROPOSITION DE LOI**Article 1^{er}**

L'amnistie est accordée pour toutes les infractions énumérées ci-après, commises entre le 9 mai 1940 et le 16 juin 1949 :

1. les infractions visées aux articles 113, 117, 118*bis* et 121 du Code pénal;
2. les infractions visées aux articles 115 et 121*bis* du Code pénal, en cas de concours avec une des infractions mentionnées au point 1;
3. les infractions sanctionnées par la loi du 22 mars 1940 relative à la défense des institutions nationales;
4. les infractions visées aux articles 15 et 16 ainsi qu'au chapitre VI du Code pénal militaire, en cas de concours avec une des infractions mentionnées au point 1.

Art. 2

Sont également amnistiées, les infractions à l'article 123*nonies* du Code pénal commises avant l'entrée en vigueur de la présente loi.

Art. 3

Les déchéances ou incapacités découlant des infractions amnistiées par la présente loi ou du jugement de condamnation cessent d'être exécutoires à l'entrée en vigueur de la présente loi.

Art. 4

La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

7 décembre 1993.

WETSVOORSTEL**Artikel 1**

Amnestie wordt verleend voor alle hierna opgesomde misdrijven, gepleegd tussen 9 mei 1940 en 16 juni 1949 :

1. de misdrijven bedoeld in de artikelen 113, 117, 118*bis* en 121 van het Strafwetboek;
2. de misdrijven bedoeld in de artikelen 115 en 121*bis* van het Strafwetboek, wanneer zij gepleegd zijn in samenloop met één van de misdrijven vermeld onder punt 1;
3. de misdrijven beteugeld door de wet van 22 maart 1940 betreffende de verdediging van de nationale instellingen;
4. de misdrijven bedoeld in de artikelen 15 en 16 alsook in het hoofdstuk VI van het Militair Strafwetboek, wanneer zij gepleegd werden in samenloop met één der misdrijven vermeld onder punt 1.

Art. 2

Misdrijven gepleegd in overtreding van artikel 123*nonies* van het Strafwetboek worden eveneens geamnestieerd en wel voor het van kracht worden van onderhavige wet.

Art. 3

Vervallenverklaringen of onbekwaamheden voortvloeiend uit de door deze wet geamnestieerde misdrijven of hun veroordeling worden onuitvoerbaar bij de inwerkingtreding van deze wet.

Art. 4

Deze wet treedt in werking op de dag van publicatie in het *Belgisch Staatsblad*.

7 december 1993.

G. ANNEMANS
X. BUISSET
F. DEWINTER
M. DILLEN
J. SPINNEWYN
F. VAN DEN EYNDE
J. VAN HAUTHEM
L. VAN NIEUWENHUYSEN
K. VAN OVERMEIRE
F. WYMEERSCH